



Francfort, le 10 septembre 2008

Déclaration de Francfort

Les représentants des syndicats de la métallurgie, des comités d'entreprise et des comités syndicaux, réunis à l'occasion de la conférence sectorielle internationale du réseau européen des fabricants de machines agricoles à Francfort/Main, déclarent :

La pérennité et l'amélioration durable de l'emploi et des conditions de travail, ainsi que le renforcement du potentiel d'innovation et de compétitivité du secteur des machines agricoles en Europe exigent de respecter les principes du dialogue social et d'en élargir la portée. À cet égard, la puissance dont disposent traditionnellement les syndicats en termes d'organisation ainsi que l'intégration des représentants des travailleurs au sein des entreprises dans les décisions prises par ces dernières jouent un rôle crucial dans l'élaboration de concepts durables et porteurs d'avenir.

Dans un contexte d'internationalisation croissante de notre secteur, la directive sur les CEE et la refonte dont elle fait actuellement l'objet sont importantes pour la défense des intérêts des travailleurs. Toutefois, il importe également que les représentants des entreprises/syndicats du secteur dans son ensemble – et notamment des très nombreuses petites et moyennes entreprises – puissent poursuivre leur collaboration transfrontalière sur des bases juridiques sûres. Une telle collaboration ne sera cependant possible que si les conditions qui régissent les activités sectorielles futures de nos représentants englobent également la question des ressources temporelles et financières.

La mise sur pied d'une politique européenne responsable dans les domaines de l'emploi, des affaires sociales, mais aussi de l'industrie, exige cette meilleure prise en considération des intérêts des travailleurs.

La présente déclaration se fonde sur les constats suivants :

Le secteur européen du génie agricole, qui compte plus de 1 000 entreprises rien qu'en Europe occidentale et emploie bien plus de 170 000 travailleurs dans toute l'Europe, est non seulement le principal fournisseur de machines dans le monde, mais aussi un vecteur d'innovation technologique, dont la compétitivité mondiale dépend de la bonne formation de ses salarié(e)s aux tâches et services qui lui incombent et de ses qualifications professionnelles. Or, la mondialisation et l'élargissement de l'UE ont considérablement accéléré le processus d'internationalisation des structures des entreprises également dans le secteur des machines agricoles. Le choix des implantations, les contrats de travail, le recours à des intérimaires ou à des entreprises étrangères, ou encore les structures des entreprises dans les chaînes de création de valeur du secteur, sont sans cesse révisés. Une évolution qui a conduit les multinationales du secteur à jouer un rôle toujours plus important, à coup d'acquisitions, de fusions et de création d'implantations, et éveillé un intérêt plus grand de la part des investisseurs. Dans le même temps, les petites et moyennes entreprises font face à une pression plus grande en termes de concurrence et de coûts, pression encore renforcée par l'intégration de la Chine dans l'économie de

marché mondiale, qui met à rude épreuve les acteurs européens, tant dans les "anciens" que dans les "nouveaux" États membres. Les syndicalistes et représentants des travailleurs que nous sommes observent depuis longtemps cette internationalisation croissante du secteur des machines agricoles. Dans ce contexte, les travailleurs et leurs représentants sont régulièrement confrontés à la question de savoir quels concepts sont les mieux à même de garantir un travail sûr et de qualité face aux stratégies de réduction maximale du coût de la main-d'œuvre.

Tel est l'objet de l'échange entre représentants des entreprises et syndicats de la métallurgie, débuté en 2007 dans le cadre de notre projet « Agritech Eu-Employee ». Cet échange nous a permis de constater qu'au-delà des particularités nationales, nous sommes confrontés à des problèmes similaires et qu'il nous faut faire face à des défis communs. En l'état actuel des choses, il s'agit notamment :

- de l'extension du travail intérimaire et d'autres formes d'engagement en dehors du cadre du contrat de travail régulier et durable, phénomène souvent accompagné d'importantes pertes de revenus pour les travailleurs concernés ;
- de l'insuffisance des investissements dans le savoir-faire, les compétences et les qualifications des travailleurs, liée à une pénurie de main-d'œuvre croissante et à l'émergence de risques pour les implantations, les emplois et la qualité de la production ;
- de la délocalisation des emplois au sein de l'UE ou hors des frontières de l'Europe, motivée par une estimation incorrecte des avantages en termes de coûts et assortie de risques durables pour les implantations existantes.

Ces tendances nous apparaissent non seulement constituer autant de défis communs pour l'action syndicale au sein des entreprises et du secteur dans son ensemble, mais aussi menacer considérablement la poursuite du développement industriel dans le secteur du génie agricole en Europe. Convaincus que, dans le secteur de la construction de machines agricoles, les marchés de demain ne pourront être conquis en appliquant le principe du "toujours moins coûtant", nous plaidons donc en faveur du « meilleur plutôt que du moins cher ».

Francfort, le 10 septembre 2008

Juan-Manuel Aranda (FM CC.OO John Deere Getafe), Sandór Baracskaï (VASAS), Kai Blasius (John Deere Zweibrücken), Stefan Boczek (NSZZ Solidarność CNH Ploch), Ludger Budde (Krone Spelle), Adam Ditmer (NSZZ Solidarność Metalworkers), Abed Fellah (FTM CGT Claas Woippy), Uwe Fink (IG Metall), Pablo Flores (FM CC.OO), Thomas Gramelhofer (gmtn), Reinhard Hahn (IG Metall), Wolf Jäcklein (EMB), Alois Kazelle (ZO OS KOVO Agrostrjoj Zetor), Szilvia Kollár (VASAS Linamar), Olfrich Kubü (ZO OS KOVO Agrostrjoj Zetor), Pierre Labourdette (FTM CGT Claas Velizy), Stansilaw Maslany (NSZZ Solidarność CNH Ploch), Johannes Müllerschön (CNH Deutschland), Wolfgang Nettelstroth (IG Metall), Elke Reichetseder (CNH Österreich), Jouko Reijonen (Metalli), Wolfgang Rhode (IG Metall), José David Robles (MCA-UGT), István Rónaszéki (VASAS Rekard), Patricia Ruiz (MCA-UGT), Alois Schlager (CNH Österreich), Norbert Schulze (Lemken), Nunzio Stigliano (CNH Deutschland), Joachim Stöber (IG Metall), Heiner Strothjohann (Claas Harsewinkel), Ivo Sysel (ZO OS KOVO Agrostrjoj), Lászlóné Szilágyi (VASAS Linamar).